

François Geerolf et Thomas Grjebine

Un jeu de dupes

Les deux économistes observent qu'une aide financière des pays du Nord à ceux du Sud serait à l'avantage des premiers, qui exportent massivement vers les seconds

L'accord obtenu le 9 avril par les ministres des finances européens, avec un plan de plus de 500 milliards d'euros, est encourageant. Si ce montant est encore faible par rapport aux besoins prévisibles, c'est un succès tant les perspectives paraissaient sombres en milieu de semaine. Cependant, cet accord ne fait que masquer les désaccords sous-jacents entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud. Au Sud, on pense qu'on ne pourra pas sortir de la crise sans la création d'un « instrument de dette commun ». Une telle mutualisation des coûts sans un contrôle des politiques économiques est toujours une ligne rouge pour les pays du Nord – ce qu'a rappelé le ministre néerlandais Wopke Hoekstra, à l'issue de la réunion.

Il est pourtant paradoxal d'expliquer aux pays du Sud qu'ils se sont comportés comme des cigales alors qu'ils agissent depuis le début des années 2000 comme les « consommateurs en dernier ressort » de la zone euro. Le succès industriel allemand n'aurait en effet pas été possible si les pays du Sud ne leur avaient pas servi de débouché, et si leurs gouvernements n'avaient pas stimulé leur demande in-

terne, notamment en accumulant des déficits publics.

Rappelons qu'un pays enregistre un excédent extérieur lorsqu'il épargne plus qu'il n'investit (solde extérieur = épargne – investissement). Or, les pays du Nord ont mené des politiques de compression de la demande et d'augmentation de leur épargne. En économie fermée, une telle politique aurait abouti à une baisse durable de l'activité et de l'emploi. Grâce à la liberté des échanges du marché unique et à l'absence de risques de change en zone euro, les pays du Nord ont pu produire davantage que ce qu'ils consommaient.

Les politiques économiques mises en œuvre au Nord y ont

d'ailleurs limité la consommation et l'investissement. En Allemagne, la compression de la demande menée par les chanceliers Gerhard Schröder et Angela Merkel sont pour beaucoup dans les excédents extérieurs apparus au début des années 2000 et devenus depuis quatre ans les plus importants au monde. Les hausses des impôts des ménages, notamment indirects (TVA, taxes sur l'énergie), ont fortement affecté la consommation des classes moyennes et des milieux modestes ; de même que la forte réduction des dépenses sociales et des pensions de retraite. Au total, les ménages allemands ont supporté entre 2001 et 2018 l'équivalent d'une hausse d'impôts de plus 5 points de PIB !

Une telle politique n'a été possible que parce que les pays du Sud menaient symétriquement une politique de soutien de la demande. Cette divergence explique en grande partie les excédents commerciaux allemands : à la demande interne en berne a été substituée une demande externe.

Rééquilibrer la demande

La survie de la zone euro exige de sortir d'un jeu de dupes. Les pays du Nord ne peuvent pas continuer à dénoncer par des arguments moraux un fonctionnement de la zone euro sur lequel repose leur modèle économique : les déficits du Sud sont le pendant du succès industriel du Nord. Les pays du Nord doivent accepter un grand « plan Marshall » au bénéfice des pays les plus touchés. Il est ici moins question de solidarité que de l'intérêt bien compris de Berlin : l'absence d'un tel plan renforcerait au Sud les velléités de sortie de la zone euro, ce qui fragiliserait considérablement le modèle économique allemand. Après la seconde guerre mondiale, les États-Unis n'avaient pas hésité à réaliser de tels transferts vers l'Europe de l'Ouest, ce qui leur avait permis de recycler leurs

surplus commerciaux tout en renforçant la prééminence de leur appareil productif.

Ce plan Marshall européen ne doit pas être conditionné à l'imposition de politiques de rigueur qui transformeraient la crise sanitaire en crise économique de longue durée.

Dans l'accord européen de ce jeudi, seules les dépenses de santé sont éligibles sans conditions, mais les dépenses les plus importantes – sociales et économiques – resteront conditionnées. Les pays du Nord ont ainsi gagné sur l'essentiel.

Les pays du Sud jugent humiliante cette conditionnalité et d'autant plus injuste que l'Italie n'a pas connu de déficit primaire (hors intérêts de la dette) depuis 1992, contrairement à l'Allemagne ou à la France ! Sa mauvaise situation économique s'explique davantage par les stratégies non coopératives adoptées par ses voisins du Nord qui ont privé ses exportateurs de débouchés, que par un soi-disant comportement de cigale.

Pour survivre dans la durée, la zone euro a surtout besoin d'un rééquilibrage de la demande. Pour cela, le Nord doit consommer davantage que ces dernières années, par exemple en baissant la TVA ou en augmentant les dépenses sociales. Cela soulagerait les exportateurs du Sud et permettrait de diminuer les dettes vis-à-vis du Nord. De quoi assurer la pérennité de la zone euro, tout en servant aussi bien l'intérêt de l'Allemagne que celui de ses partenaires européens ! ■



**LES DÉFICITS
DU SUD
SONT LE PENDANT
DU SUCCÈS
INDUSTRIEL
DU NORD**

François Geerolf est économiste à l'université de Californie à Los Angeles (UCLA).
Thomas Grjebine est économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII).